



ECO BUSINESS

PME - TPE - STARTUP

13 Janvier 2025

www.lodj.ma

REALLY GREAT SITE

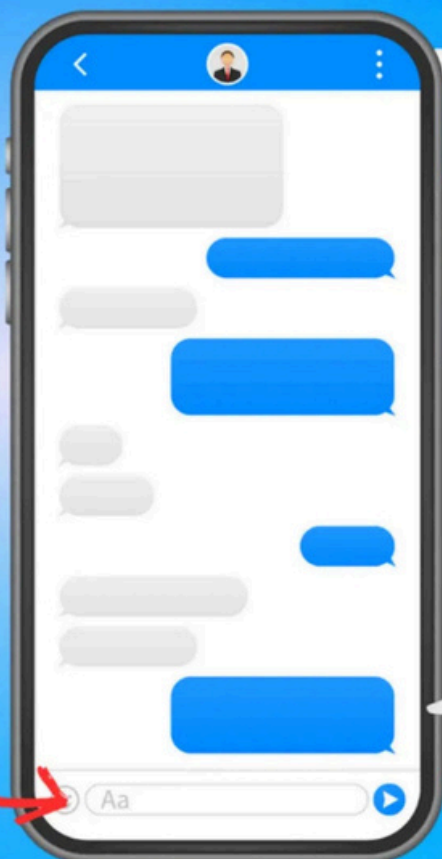
REALLY GREAT SITE



2024 & 2025 SOUS LA LOUPE DU FMI

LODJ .MA CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.



SCAN ME



FONDS DE PENSION ET FONDS SOUVERAINS : LES LEVIERS OUBLIÉS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE AU MAROC

LA RÉGULARISATION FISCALE : UNE OPPORTUNITÉ SAISIE PAR LES INFLUENCEURS MAROCAINS

FMI : TRANSITION ÉCONOMIQUE MONDIALE APRÈS LA DÉSINFLATION : ENTRE SUCCÈS ET NOUVEAUX DÉFIS

FMI : IMPACT DE LA FRAGMENTATION GÉOÉCONOMIQUE SUR LE COMMERCE MONDIAL UNE MENACE POUR LA CROISSANCE MONDIALE ?

FMI : RÉFORMES STRUCTURELLES ET LEUR ACCEPTABILITÉ SOCIALE

FMI : RÔLE DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE DANS LA STABILITÉ FINANCIÈRE MONDIALE : UN ÉQUILIBRE URGENT À TROUVER

FMI : DÉFIS CLIMATIQUES ET ÉCONOMIQUES DANS LES PAYS ÉMERGENTS

BILLETS : FAUT-IL SACRIFIER OU S'ADAPTER ? L'AÏD AL ADHA FACE À LA SÉCHERESSE ET À LA CRISE ÉCONOMIQUE



Imprimerie Arrissala

ECO BUSINESS DU 13 JANVIER 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : ADNANE BENCHAKROUN - MAMOUNE ACHARKI - MOHAMED AIT BELLAHCEN

CHRONIQUEURS INVITÉS : AZIZA BENKIRANE - JAMAL BENADDOU IDRISSE - SOPHIA EL KHENSABENTAMY

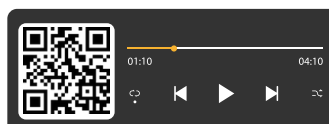
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur : www.pressplus.ma



LE LIRE C'EST BIEN,
L'ÉCOUTER C'EST
ENCORE MIEUX !

FONDS DE PENSION ET FONDS SOUVERAINS : LES LEVIERS OUBLIÉS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE AU MAROC

Un dilemme économique urgent

Le Maroc aspire à un taux de croissance annuel de 5% hors secteur agricole pour au moins une dizaine d'années pour concrétiser son Nouveau Modèle de Développement (NMD). Cependant, les économistes marocains s'accordent à dire que le capital disponible dans l'économie nationale est insuffisant pour atteindre cet objectif ambitieux. Dans ce contexte, la question des sources alternatives de financement, notamment les fonds de pension et les fonds souverains, reste taboue. Pourtant, ces outils financiers pourraient jouer un rôle clé dans le financement des investissements stratégiques et l'accélération de la croissance.

Un constat alarmant : le déficit d'investissement

Le NMD repose sur une augmentation significative des investissements productifs, notamment dans les infrastructures, l'industrie, et les technologies de pointe. Mais le financement de ces projets demeure un défi majeur. Le système bancaire marocain, bien qu'assez solide, est limité dans sa capacité à financer des investissements à long terme. De plus, le recours excessif à l'endettement public, déjà à un niveau élevé, pourrait compromettre la stabilité macroéconomique.

Les fonds de pension et les fonds souverains, par leur capacité à mobiliser des ressources importantes sur le long terme, offrent une solution durable pour combler ce déficit d'investissement. Ces instruments, largement utilisés dans d'autres pays, restent pourtant sous-exploités au Maroc.

Les fonds de pension : une opportunité négligée

Les fonds de pension sont des dispositifs d'épargne collective qui gèrent les cotisations des travailleurs en vue de leur retraite. Au-delà de leur rôle social, ces fonds constituent une manne financière considérable pouvant être investie dans des projets stratégiques.



Dans des pays comme le Canada ou la Norvège, les fonds de pension jouent un rôle clé dans le financement de l'économie nationale et internationale. Par exemple, le Canada Pension Plan Investment Board gère plus de 500 milliards de dollars et investit dans des infrastructures, des entreprises innovantes et des projets écologiques.

Au Maroc, le potentiel des fonds de pension demeure largement inexploité. Les deux principaux régimes, la Caisse Marocaine des Retraites (CMR) et la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), gèrent des ressources importantes mais souffrent de contraintes structurelles, notamment un déficit croissant dû au vieillissement de la population.

Une réforme en profondeur, visant à renforcer leur gouvernance et leur capacité d'investissement, pourrait transformer ces fonds en acteurs clés du financement de la croissance.

FONDS DE PENSION ET FONDS SOUVERAINS : LES LEVIERS OUBLIÉS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE AU MAROC

Un dilemme économique urgent

Le débat est ouvert : le Maroc osera-t-il franchir le pas ?

Les fonds souverains : un levier stratégique pour le développement

Les fonds souverains, quant à eux, sont des véhicules d'investissement détenus par l'État, souvent alimentés par les excédents budgétaires, les recettes minières ou pétrolières, ou encore les réserves de devises. Leur rôle est de diversifier l'économie et de générer des rendements à long terme.

Au Maroc, la création d'un fonds souverain est une option stratégique envisageable. Le pays pourrait s'inspirer de modèles réussis comme le Norwegian Government Pension Fund Global, qui gère plus de 1 400 milliards de dollars. Ce fonds investit dans des actifs diversifiés à travers le monde et contribue à stabiliser l'économie norvégienne face aux fluctuations des prix du pétrole.

Dans le cas marocain, un fonds souverain pourrait être alimenté par les recettes du phosphore, les investissements de l'OCP, ou encore les contributions issues de la privatisation d'entreprises publiques. Il pourrait financer des projets d'infrastructures, soutenir les startups innovantes, et accélérer la transition énergétique.

Les obstacles à surmonter

Malgré leurs avantages potentiels, les fonds de pension et les fonds souverains sont confrontés à plusieurs défis au Maroc :

1. Le manque de confiance dans les institutions : La gouvernance des fonds publics est souvent critiquée pour son manque de transparence.
2. La réglementation inadaptée : Les cadres juridiques actuels ne favorisent pas la création et la gestion efficace de ces instruments financiers.
3. La faible culture de l'investissement à long terme : Les investisseurs marocains privilégient souvent les rendements rapides, au détriment des projets de développement durable.

Alors que le Maroc se trouve à un tournant économique crucial, il est impératif de surmonter les tabous et d'envisager toutes les solutions possibles pour financer son développement. Les fonds de pension et les fonds souverains ne sont pas des luxes réservés aux économies avancées. Ce sont des outils stratégiques qui, bien gérés, peuvent transformer les défis financiers en opportunités de croissance durable.

Dans des pays comme le Canada ou la Norvège, les fonds de pension jouent un rôle clé dans le financement de l'économie nationale et internationale. Par exemple, le Canada Pension Plan Investment Board gère plus de 500 milliards de dollars et investit dans des infrastructures, des entreprises innovantes et des projets écologiques.

Au Maroc, le potentiel des fonds de pension demeure largement inexploité. Les deux principaux régimes, la Caisse Marocaine des Retraites (CMR) et la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), gèrent des ressources importantes mais souffrent de contraintes structurelles, notamment un déficit croissant dû au vieillissement de la population.

Une réforme en profondeur, visant à renforcer leur gouvernance et leur capacité d'investissement, pourrait transformer ces fonds en acteurs clés du financement de la croissance.

Pour lever ces obstacles, il est essentiel d'adopter des réformes structurelles, d'instaurer des mécanismes de contrôle indépendants, et de sensibiliser le public à l'importance de ces fonds pour l'avenir économique du pays.

Pourquoi ouvrir le débat ?

Ouvrir un débat serein sur la nécessité des fonds de pension et des fonds souverains au Maroc n'est pas seulement une option, mais une nécessité. Ces instruments pourraient :

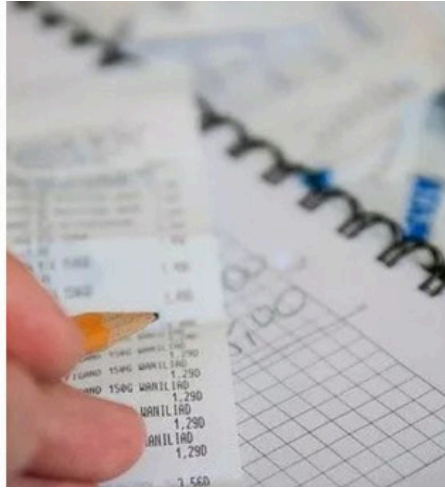
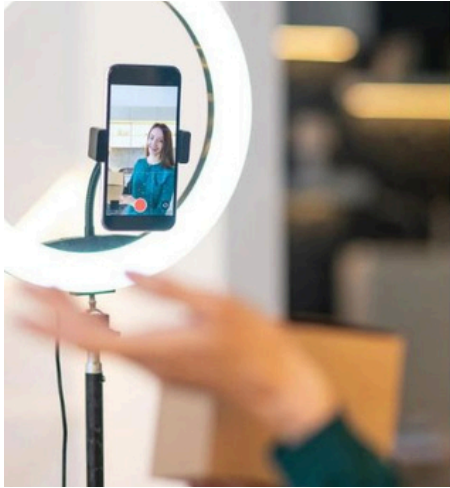
- Stimuler l'investissement dans des secteurs clés comme les énergies renouvelables, les infrastructures et la technologie.
- Réduire la dépendance à l'endettement extérieur, renforçant ainsi la souveraineté économique du pays.
- Créer des emplois durables et soutenir la croissance inclusive, en ligne avec les objectifs du NMD.

LODJ
TV
LA WEB TV ECO & ECO

**LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE
POUR UN AVENIR DURABLE !**

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +500 ÉPISODES





La régularisation fiscale : une opportunité saisie par les influenceurs marocains

Des revenus élevés et une pression accrue des autorités

Au Maroc, de nombreux influenceurs ont récemment profité des procédures de régularisation volontaire mises en place par les autorités fiscales pour clarifier leurs situations financières et déclarer leurs biens à l'étranger.

Ces mesures, visant à lutter contre l'évasion fiscale, s'adressent principalement aux personnes n'ayant pas déclaré leurs revenus ou leurs propriétés, ainsi qu'à celles possédant des actifs non déclarés hors du territoire national.

Certains influenceurs, dont les revenus mensuels peuvent atteindre jusqu'à 180 000 dirhams, ont été avertis par les autorités fiscales et le Bureau des changes. Ces institutions ont intensifié leurs contrôles pour identifier les anomalies fiscales et rappeler les obligations légales.

Face à ces pressions, plusieurs influenceurs ont choisi de régulariser leur situation en bénéficiant des conditions avantageuses offertes par la régularisation volontaire.

Grâce à cette initiative, les contrevenants ont pu régler leurs différends fiscaux en s'acquittant d'une contribution réduite de 5% sur leurs revenus et biens non déclarés, une alternative bien plus clémentine que le taux habituel de 38% assorti de lourdes pénalités.

Cette opportunité leur a permis de régulariser leur position sans subir de sanctions supplémentaires.

Les démarches de régularisation ont révélé l'ampleur des actifs non déclarés, certains dépassant les 500 millions de dirhams.

Cette situation met en lumière l'importance de l'économie informelle chez les influenceurs et autres professionnels du numérique.

Pour accompagner ces derniers dans la finalisation de leurs démarches administratives, des cabinets spécialisés ont proposé leurs services, facilitant ainsi la déclaration et la conformité avec les exigences légales.

Si ces mesures offrent une porte de sortie à ceux qui souhaitent se conformer aux lois, elles soulèvent toutefois des interrogations.

Les taux réduits et les exemptions accordées lors de cette régularisation sont-ils justes envers les contribuables respectant leurs obligations fiscales depuis toujours ?

Les autorités marocaines devraient-elles renforcer les sanctions pour décourager durablement les pratiques d'évasion fiscale ?

Transition économique mondiale après la désinflation : entre succès et nouveaux défis

L'économie mondiale amorce un tournant décisif après une période de fortes tensions inflationnistes. Selon le dernier rapport du FMI, la bataille contre l'inflation est largement remportée, avec des taux globaux prévus à 3,5 % d'ici fin 2025, soit en deçà de la moyenne pré-pandémique de 3,6 %. Cependant, cette réduction s'accompagne de nouveaux défis, notamment dans le secteur des services, où l'inflation reste persistante.

Revenons sur les facteurs ayant permis cette réduction et les écueils qui subsistent.

Transition économique mondiale après la désinflation : entre succès et nouveaux défis

Des facteurs de réussite bien identifiés

La baisse de l'inflation mondiale résulte de plusieurs éléments clés. Tout d'abord, la normalisation des chaînes d'approvisionnement, perturbées par la pandémie et la guerre en Ukraine, a joué un rôle crucial. La réduction des goulets d'étranglement a permis une baisse rapide des prix des produits de base, notamment de l'énergie. Parallèlement, les politiques monétaires restrictives adoptées par les banques centrales ont freiné la demande, contribuant à stabiliser les marchés.

Un autre facteur déterminant est la reprise de l'offre de main-d'œuvre, notamment grâce à une immigration accrue dans certains pays avancés. Ce regain a allégé la pression sur les salaires et limité les spirales prix-salaires.

Enfin, la communication efficace des banques centrales sur leurs objectifs a permis de maintenir les anticipations d'inflation ancrées, évitant ainsi des dérapages comme ceux des années 1970.

Le secteur des services, un écueil majeur

Malgré ces progrès, l'inflation dans le secteur des services reste une source d'inquiétude. Avec un taux encore près du double de la moyenne pré-pandémique, ce secteur reflète des pressions structurelles sur les coûts.

Les hausses salariales, souvent nécessaires pour compenser la perte de pouvoir d'achat des années précédentes, alimentent cette dynamique.



La nature moins concurrentielle des services, comparée à celle des biens manufacturés, complique également les ajustements. Par exemple, les prix des soins de santé, des éducations privées ou encore des services de proximité réagissent lentement aux fluctuations économiques, prolongeant ainsi la pression inflationniste.

Quelles implications pour les politiques monétaires ?

Face à ces réalités, les banques centrales devront équilibrer prudence et flexibilité. Si le relâchement des politiques monétaires est déjà amorcé dans plusieurs économies avancées, un assouplissement prématuré pourrait réactiver les tensions inflationnistes. D'un autre côté, maintenir des taux d'intérêt élevés pourrait freiner la reprise et exacerber les fragilités financières, notamment dans les économies émergentes.

Des mesures ciblées sur le secteur des services pourraient être envisagées. Par exemple, encourager l'adoption de technologies pour améliorer la productivité ou faciliter les mobilités sectorielles pour répondre à la demande croissante. Ces initiatives devront être complétées par des politiques budgétaires à long terme pour soutenir la réduction des dettes publiques sans nuire à la croissance.

Une stabilité encore fragile

En conclusion, si la maîtrise de l'inflation est un succès indéniable, les équilibres régionaux et sectoriels restent précaires. Le FMI insiste sur l'importance d'une coopération internationale accrue pour faire face à ces défis.

Dans un contexte de fragmentation géoéconomique et de tensions sociales croissantes, la résolution des problèmes structurels devient une priorité impérative pour assurer une reprise économique durable et inclusive.

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

R212
LDJ

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!



Impact de la fragmentation géoéconomique sur le commerce mondial
Une menace pour la croissance mondiale ?

Les tensions géopolitiques croissantes et les politiques protectionnistes remettent en question les fondements du commerce mondial. Selon le rapport du FMI, cette fragmentation géoéconomique affecte non seulement les chaînes d'approvisionnement, mais aussi la croissance économique mondiale. Explorons les implications de ce phénomène et les stratégies pour y répondre.

Des tensions aux conséquences mondiales

Impact de la fragmentation géoéconomique sur le commerce mondial

La mondialisation, moteur de croissance économique ces dernières décennies, est mise à rude épreuve. Les conflits commerciaux entre grandes économies, l'augmentation des barrières tarifaires et non tarifaires, ainsi que les sanctions économiques imposées pour des raisons géopolitiques ont fragmenté les flux commerciaux. Cela perturbe les chaînes d'approvisionnement, notamment dans les secteurs stratégiques comme les énergies renouvelables, les semi-conducteurs et les produits pharmaceutiques.

Les entreprises, confrontées à une incertitude accrue, adaptent leurs stratégies. La relocalisation des activités de production ou la diversification des fournisseurs deviennent des priorités, mais à un coût élevé. Les petites économies, souvent dépendantes de l'exportation de matières premières ou de produits intermédiaires, subissent de plein fouet ces bouleversements.

La fragmentation géoéconomique entraîne une baisse de l'efficacité du commerce mondial. Les pays doivent allouer davantage de ressources à la recherche de nouveaux partenaires commerciaux ou à la réduction de leur dépendance. Selon le FMI, la croissance mondiale pourrait diminuer de 0,2 à 0,4 point de pourcentage par an si ces tendances se poursuivent. Les pays émergents, qui bénéficiaient d'un accès accru aux marchés mondiaux, sont les plus vulnérables.

Les stratégies pour limiter l'impact :

Renforcer la coopération multilatérale : Les institutions internationales doivent jouer un rôle plus actif dans la prévention et la résolution des conflits commerciaux. Des accords commerciaux régionaux pourraient compenser la fragmentation mondiale.

Investir dans la résilience des chaînes d'approvisionnement : Diversifier les sources d'approvisionnement et renforcer les infrastructures locales permettent de réduire la vulnérabilité face aux chocs extérieurs.

Encourager l'intégration régionale : Des blocs économiques, comme l'Union africaine ou l'ASEAN, peuvent promouvoir des flux commerciaux régionaux plus stables.

Prioriser l'innovation : Les gouvernements doivent investir dans les technologies pour compenser les pertes d'efficacité dues à la fragmentation.

Exemples concrets :

L'Union européenne : Face aux tensions avec la Russie, l'UE a diversifié ses approvisionnements énergétiques, réduisant sa dépendance au gaz russe.

L'Asie du Sud-Est : Les initiatives pour renforcer l'intégration économique, comme le Partenariat économique global régional (RCEP), favorisent des échanges intra-régionaux.

Vers une croissance durable et inclusive

La fragmentation géoéconomique est un défi majeur pour le commerce mondial. Cependant, en adoptant des stratégies adaptatives et coopératives, les économies peuvent atténuer ses effets négatifs. La clé réside dans un multilatéralisme renouvelé, capable de transformer les tensions actuelles en opportunités de collaboration et de croissance durable.



MERCI À NOS CHRONIQUEURES INVITÉS



40 jeunes leaders issus du Maroc et de la diaspora

Morocco's 40 under 40 a récemment dévoilé sa première promotion de 40 jeunes leaders issus du Maroc et de la diaspora. Sélectionnés parmi 800 candidatures venues du monde entier, ces profils inspirants incarnent l'excellence et l'innovation dans des secteurs clés.

Dans cette liste, on retrouve notamment Zineb Alaoui M'hamdi, Ranya S. Alaoui, Sophia Alj, Hamza Agli, Hala Benkhaldoun, Marouan Bernoussi, Ilyan Berradi, Mohamed Boclet, Anouar Bourakkadi Idrissi, Fatima Zahrae Chayat, Lamiaa Chaabi, Asmaa Chakir Alaoui, Lamiaa Laurène Daif, Imane Dahou, ou encore Othmane Douiri..



Zineb Alaoui
M'hamdi



Ranya
Alaoui



Sophia
Alj



Hamza
Agli



Hala
Benkhaldoun



Marouan
Bernoussi



Ilyan
Berradi



Mohamed
Boclet



Anouar
Bourakkadi
Idriss



Fatima
Zahrae
Chayat



Lamiaa
Chaabi



Asmaa
Chakir Alaoui



Lamiaa
Daif



Imane
Dahou



Othmane
Douiri



Karim
El Alami



Jaafar
Elalamy



Dounia El
Bouazizi
Jouron



Nadr
El Hana



Hafssa
El Jaoui



Mohamed
El Mazzouji



Mohamed
El Yacoubi



Marwane
Fachane



Doha
Hamidallah



Bahiya
Hanoun



Jihane
Lahbabi-
Berrada



Hind
Lebdaoui



Soukaina
Loubni



Abdelali
Lyoumi



Meryem
Mahfoud



Soufiane
Marhraoui



Hasna
Mohammadi
Benhammou



Tawfiq
Nasr Allah



Ouidad



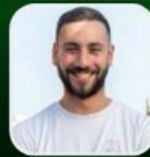
Yassine
Regragui



Asmae
Riadi



Hanaa
Sadouk



Yassine
Tahy



Nadir
Tayach



Hicham
Zekraoui



Réformes structurelles et leur acceptabilité sociale

Comment surmonter les résistances pour un avenir durable !

Les réformes structurelles, bien que nécessaires pour stimuler la croissance économique et améliorer la productivité, rencontrent souvent une forte résistance sociale. Le dernier rapport du FMI met en lumière les stratégies et outils permettant de surmonter ces obstacles, tout en proposant des exemples concrets issus de différents pays.

Pourquoi les réformes sont-elles si controversées ?

Les réformes structurelles impliquent généralement des changements profonds, touchant aux systèmes de retraite, à la fiscalité, ou encore au marché du travail. Ces ajustements, bien qu'essentiels à long terme, entraînent souvent des coûts à court terme pour certains segments de la population, notamment les groupes vulnérables ou les travailleurs des secteurs en mutation. La crainte d'une perte de pouvoir d'achat ou de droits acquis alimente la résistance.

Stratégies pour renforcer l'acceptabilité sociale :

Renforcer la transparence et la communication : Selon le rapport, une bonne communication sur les objectifs, les avantages et les étapes des réformes est essentielle. Par exemple, expliquer comment une réforme du marché du travail pourrait réduire le chômage structurel peut atténuer les inquiétudes.

Inclure des mesures compensatoires : Pour minimiser les impacts négatifs, il est crucial de prévoir des filets de sécurité, comme des subventions ciblées ou des programmes de formation pour les travailleurs affectés. L'intégration de ces mesures dans les plans de réforme a montré son efficacité dans plusieurs études de cas.

Promouvoir la participation citoyenne : L'implication des citoyens et des parties prenantes dans la conception des réformes favorise leur acceptation. Par exemple, les consultations publiques menées avant la mise en place de politiques de transition énergétique ont permis d'éviter des blocages dans certains pays européens.

Adapter les réformes au contexte local : Le FMI souligne l'importance d'éviter les approches universelles. Chaque pays doit concevoir des réformes tenant compte de ses spécificités économiques, sociales et culturelles.

Exemples concrets

Europe : Les politiques visant à intégrer les réfugiés ukrainiens sur le marché du travail ont mis en évidence l'importance des programmes de formation et des incitations à l'emploi pour atténuer les tensions sociales.

Amérique latine : Plusieurs pays ont utilisé des transferts monétaires conditionnels pour compenser les impacts de réformes fiscales, augmentant ainsi leur acceptabilité.

L'acceptabilité sociale des réformes ne peut être atteinte sans une relation de confiance entre les gouvernements et les populations. Cette confiance repose sur la transparence, la participation, et l'équité des mesures adoptées. En renforçant ces piliers, les pouvoirs publics peuvent espérer surmonter les résistances et assurer une mise en œuvre efficace des réformes, au bénéfice d'une croissance durable et inclusive.

L'OPINION DES JEUNES



**Rejoignez notre chaîne WhatsApp
pour ne rien rater de l'actualité !**



@lodjmaroc      

RÔLE DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE DANS LA STABILITÉ FINANCIÈRE MONDIALE : UN ÉQUILIBRE URGENT À TROUVER

Dans un contexte de tensions économiques et géopolitiques, la politique budgétaire joue un rôle central pour garantir la stabilité financière mondiale. Le dernier rapport du FMI souligne l'urgence d'un rééquilibrage budgétaire, en particulier pour les grandes économies, et met en garde contre les risques liés à l'inaction, notamment en matière de dette publique.

Les années récentes ont vu une augmentation marquée des niveaux d'endettement, alimentée par les dépenses de soutien liées à la pandémie et aux crises énergétiques. Dans de nombreux pays, les coûts du service de la dette ont fortement augmenté, mettant sous pression les finances publiques. Cette situation est exacerbée par des taux d'intérêt réels supérieurs aux niveaux pré-pandémiques.

L'absence de réformes budgétaires crédibles pourrait entraîner plusieurs conséquences graves :

- Perte de confiance des marchés : Les investisseurs pourraient exiger des primes de risque plus élevées, augmentant encore les coûts de financement.
- Risque de crises de la dette souveraine : Des niveaux d'endettement insoutenables pourraient conduire à des restructurations désordonnées, affectant la croissance économique et la stabilité mondiale.
- Réduction des marges de manœuvre : Les pays seraient moins capables de répondre aux crises futures, qu'elles soient économiques, climatiques ou géopolitiques.

Un rééquilibrage budgétaire nécessaire

Le FMI recommande un ajustement progressif et crédible des finances publiques. Voici les principales mesures préconisées :

- Amélioration des soldes primaires : Augmenter les recettes fiscales tout en rationalisant les dépenses publiques.
- Réduction des subventions inefficaces : Remplacer les subventions générales par des aides ciblées aux populations vulnérables.
- Investissements dans des secteurs clés : Prioriser les dépenses dans l'éducation, la santé et les infrastructures durables pour stimuler la croissance à long terme.

Exemples de réformes réussies

Canada : Dans les années 1990, le pays a réduit significativement son ratio dette/PIB grâce à une combinaison de réductions des dépenses et d'augmentations ciblées des impôts.

Suède : Après une grave crise bancaire, la Suède a instauré des réformes budgétaires qui ont renforcé la résilience de son économie.

Pour accompagner ce rééquilibrage, les banques centrales doivent adopter une posture adaptée. La réduction progressive des taux directeurs peut faciliter le service de la dette et soutenir la croissance, à condition que l'inflation reste sous contrôle.

La stabilité financière mondiale dépend d'une action budgétaire rapide et coordonnée. Les gouvernements doivent naviguer entre réduction des déficits et soutien à la croissance, tout en renforçant la confiance des marchés. Dans un monde marqué par l'incertitude, le succès de ces réformes sera déterminant pour garantir une reprise économique durable et inclusive.



TSAV : GRATUITÉ DU SERVICE DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

La Direction Générale des Impôts rappelle aux usagers propriétaires de véhicules qui recourent aux canaux digitaux des banques et des établissements de paiement agréés partenaires de la direction pour payer la Taxe Spéciale Annuelle sur les Véhicules (TSAV), qu'ils bénéficient de la gratuité des frais liés à ce service.

Les canaux digitaux concernés par cette gratuité englobent :

- les Guichets Automatiques (GAB) de leur banque ;
- le Site internet de leur banque (e-banking) ;
- l'application Mobile de leur banque (m-banking) ;
- le paiement par Carte bancaire sur Internet ;
- les solutions Wallet mobile.

Pour toute demande d'information ou d'assistance,
Veuillez contacter le Centre d'Assistance de la DGI à l'adresse
SIMPL@tax.gov.ma
ou en appelant le 05 37 27 37 27

DÉFIS CLIMATIQUES ET ÉCONOMIQUES DANS LES PAYS ÉMERGENTS



Les pays émergents se trouvent à la croisée des chemins, confrontés à des chocs climatiques croissants qui aggravent leurs vulnérabilités économiques. Le dernier rapport du FMI analyse les liens entre ces perturbations, la croissance économique et l'inflation, tout en identifiant des stratégies pour renforcer leur résilience.

Construire une résilience face aux chocs

Les événements climatiques extrêmes – sécheresses, inondations, cyclones – perturbent les systèmes agricoles, augmentent les coûts des denrées alimentaires et exacerbent l'inflation. Dans des régions dépendantes de l'agriculture, ces chocs se traduisent par une baisse significative du PIB et une augmentation de la pauvreté. Par ailleurs, les infrastructures inadéquates aggravent les effets économiques, rendant la reprise encore plus difficile.

Les chaînes de transmission entre climat, croissance et inflation

- Déstabilisation des prix des denrées alimentaires : Les chocs climatiques perturbent l'offre agricole, entraînant une hausse des prix qui pèse sur les consommateurs et alimente l'inflation.
- Baisse des revenus et des investissements : La destruction des cultures et des infrastructures limite les activités économiques et réduit les revenus fiscaux des gouvernements.
- Dégradation des conditions sociales : L'inflation alimentaire et les pertes d'emplois augmentent les inégalités et peuvent provoquer des troubles sociaux.

Renforcer la résilience économique et climatique

Le FMI met en avant plusieurs stratégies pour permettre aux pays émergents de faire face à ces défis :

- Investir dans des infrastructures résilientes : Moderniser les systèmes d'irrigation, construire des barrages et améliorer les systèmes de drainage pour réduire l'impact des inondations.
- Promouvoir les assurances climatiques : Soutenir des systèmes d'assurance contre les catastrophes naturelles pour protéger les agriculteurs et les entreprises.
- Renforcer les politiques agricoles : Introduire des techniques agricoles adaptées aux conditions climatiques changeantes et diversifier les cultures.
- Mobiliser des financements verts : Collaborer avec des institutions internationales pour obtenir des fonds destinés à la lutte contre le changement climatique.

Exemples inspirants

Bangladesh : En investissant dans des systèmes d'alerte précoce et des infrastructures côtières, le pays a réussi à réduire l'impact des cyclones sur les communautés locales.

Rwanda : L'adoption de politiques agricoles axées sur la résilience climatique a permis d'augmenter la production tout en préservant les écosystèmes.







Pour les pays émergents, l'adaptation aux chocs climatiques est une condition essentielle à la stabilité économique. Une action coordonnée entre gouvernements, acteurs privés et communauté internationale est nécessaire pour réduire les vulnérabilités et assurer une croissance inclusive. La transition vers une économie verte représente non seulement un défi, mais aussi une opportunité de développement durable pour ces nations en plein essor.

Les jeux sont faits, rien ne va plus ! On connaît depuis ce jeudi 9 janvier, les sept voitures finalistes du prestigieux prix «Car of the year» pour l'année 2025. Il s'agit dans l'ordre alphabétique de :

BYD Seal U
Cupra Leon
Dacia Jogger
Peugeot 3008
Renault Kardian
Skoda Kodiaq
Volkswagen Tiguan

L'annonce de la voiture gagnante se fera à l'issue d'essais dynamiques approfondis lors d'un événement de remises des prix fin janvier

— AIVAM —
CAR
OF THE
YEAR

@lodjmaroc      

Votre logement bientôt sous protection légale obligatoire

Dans une démarche novatrice visant à renforcer la protection du patrimoine immobilier national, l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS) franchit une étape décisive en lançant une étude de faisabilité sur l'obligation de l'assurance habitation.

Votre logement bientôt sous protection légale obligatoire Cette initiative, confiée au cabinet ARM Consultants, marque un tournant potentiel dans la gestion des risques immobiliers au Maroc.

Cette réflexion intervient dans un contexte où les catastrophes naturelles et les sinistres domestiques causent des pertes considérables aux ménages marocains. Le séisme d'Al Haouz en 2023 a notamment mis en lumière la vulnérabilité des habitations non assurées et la nécessité d'un filet de sécurité financier pour les propriétaires.

Une telle mesure pourrait dynamiser le secteur des assurances, créant de nouvelles opportunités d'emploi et stimulant l'innovation dans les produits d'assurance. Les experts estiment que le marché potentiel pourrait atteindre plusieurs milliards de dirhams.

L'obligation d'assurance soulève des questions d'accessibilité financière, particulièrement pour les ménages modestes. L'ACAPS devra probablement envisager des mécanismes de solidarité ou des tarifs sociaux pour garantir une couverture universelle.



L'assurance habitation bientôt obligatoire au Maroc

En France, où l'assurance habitation est obligatoire pour les locataires depuis 1989, le taux de couverture atteint 96%.

Au Royaume-Uni, bien que non obligatoire, elle couvre 85% des logements grâce à une forte culture de l'assurance.

L'introduction d'une assurance habitation obligatoire au Maroc représenterait une avancée majeure dans la protection du patrimoine immobilier national.

À court terme, elle nécessitera une période d'adaptation et de sensibilisation.

À long terme, elle pourrait contribuer à une meilleure résilience face aux catastrophes et à une modernisation du secteur immobilier.





À la recherche de 15 000 talents numériques : une mission urgente pour le Maroc

Dans un monde en pleine transformation numérique, le Maroc se trouve à la croisée des chemins, confronté à une problématique majeure : le manque de talents numériques. Alors que les entreprises, les administrations publiques et les start-ups multiplient les initiatives pour s'adapter à la révolution technologique, le besoin de recruter 15 000 experts dans le domaine devient une priorité stratégique.

Selon des études récentes, le Maroc souffre d'un déficit croissant de compétences numériques. Ce manque touche des secteurs variés, allant du développement de logiciels à la cybersécurité, en passant par l'analyse des données et l'intelligence artificielle. Les entreprises, qu'elles soient locales ou internationales, peinent à trouver les profils adaptés pour répondre à leurs besoins, un paradoxe dans un pays où des milliers de jeunes diplômés sont au chômage.

Cette situation est aggravée par l'exode des talents marocains vers l'étranger. Attirés par de meilleures rémunérations et des conditions de travail plus attractives, ces experts préfèrent souvent tenter leur chance en Europe ou en Amérique du Nord, laissant un vide difficile à combler sur le marché national.

Face à ce défi, le gouvernement marocain et les acteurs privés s'activent pour répondre à cette demande pressante. Plusieurs initiatives de formation ont vu le jour, notamment à travers des partenariats public-privé. Des écoles de code, des programmes de reconversion professionnelle et des centres de formation spécialisés émergent dans tout le pays.

Le programme "Génération Digital 2025", lancé récemment, vise à former 100 000 talents numériques d'ici cinq ans. Cependant, malgré ces efforts, les résultats restent insuffisants pour combler les besoins immédiats. Le manque de coordination entre les différents acteurs, ainsi que la faible adéquation entre les programmes de formation et les exigences du marché, freinent cette dynamique.

Au-delà des chiffres, cette quête de talents numériques soulève un défi plus profond : celui de la transformation culturelle et éducative. Le système éducatif marocain, encore trop théorique, peine à préparer les étudiants aux réalités du marché numérique. Par ailleurs, l'absence d'une culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat freine l'émergence de talents locaux.

Des experts appellent à une réforme en profondeur du système éducatif, notamment à travers l'intégration de compétences numériques dès le plus jeune âge. Ils plaident également pour une meilleure valorisation des métiers technologiques, encore sous-estimés dans la société marocaine.

Malgré ces défis, le Maroc dispose d'atouts indéniables pour réussir cette transition. Avec une population jeune, connectée et avide de nouvelles technologies, le pays peut devenir un hub régional pour les talents numériques. Des entreprises internationales, conscientes de ce potentiel, commencent à investir dans des centres de recherche et développement au Maroc, offrant ainsi des opportunités pour attirer et retenir les talents.

La quête des 15 000 talents numériques n'est pas seulement une obligation économique, mais aussi une chance de repositionner le Maroc comme un acteur clé dans l'économie mondiale de demain. Réussir ce pari nécessitera des efforts concertés, une vision stratégique et une mobilisation de tous les acteurs, publics et privés.

17,4 millions de visiteurs

Le Maroc bat un nouveau record touristique en 2024 avec l'arrivée de 17,4 millions de visiteurs. Le Royaume atteint ainsi de manière anticipée l'objectif ambitieux de sa feuille de route, initialement prévu pour 2026.

Ces chiffres représentent une progression de 20% par rapport à 2023, soit près de 3 millions de touristes supplémentaires (Touristes étrangers: 8,8 millions de visiteurs (+23%)/ MRE: 8,6 millions d'arrivées (+17%))





“ Faut-il sacrifier ou s’adapter ? L’Aïd Al Adha face à la sécheresse et à la crise économique

L’Aïd Al Adha, célébration incontournable au Maroc, mobilise chaque année un cheptel de plus de 3 millions de têtes de bétail. Pourtant, la sécheresse persistante et ses répercussions alarmantes sur le secteur agricole imposent une réflexion profonde. Faut-il cette année annuler ou alléger ce rituel pour préserver l’équilibre économique, social et environnemental ?

Le Maroc traverse une des pires sécheresses de son histoire, entraînant une perte significative du cheptel national. Bien que le gouvernement ait tenté de compenser ce déficit par des importations, les prix des viandes rouges continuent de grimper, exacerbant les inégalités sociales. Selon les derniers chiffres, ces hausses rendent la viande inabordable pour de nombreux foyers marocains. La spéculation sur le marché aggrave davantage la situation, alors que des familles entières peinent à accéder à cette denrée essentielle.

Face à ces défis, une piste soulignée par des experts et historiens religieux serait de réinterpréter la Sunna.

La tradition musulmane met en avant l’importance de la charité et de la solidarité. Le Calife Omar avait, dans des circonstances similaires, renoncé à ce rite pour préserver les ressources et favoriser la justice sociale. Une telle approche pourrait permettre de suspendre temporairement le sacrifice tout en respectant l’esprit religieux de l’Aïd.

En adoptant une telle mesure, plusieurs objectifs pourraient être atteints : Reconstitution du cheptel national : Réduire la demande soulagerait les éleveurs et les ressources naturelles, créant ainsi une base solide pour les prochaines années.

Stabilisation des prix : Moins de pression sur le marché pourrait freiner l’inflation des viandes rouges et alléger les dépenses des familles.

Promotion de la solidarité : En mettant en avant des actes de charité alternatifs, cette décision valoriserait les valeurs de partage et de soutien envers les plus vulnérables.

Malgré les efforts gouvernementaux, dont l’importation massive de bétail, la situation reste critique. Le ministre du Budget, Fouzi Lekjaa, a reconnu l’impact limité de ces mesures, qui n’ont ni réduit les prix ni facilité l’accès à la viande pour les foyers modestes. Ce constat révèle un besoin urgent de repenser les solutions.

L’histoire récente du Maroc montre que des décisions similaires ont été prises, notamment en 1981 et 1996, où le sacrifice avait été suspendu en raison de circonstances exceptionnelles. Ces exemples démontrent qu’une telle mesure est non seulement envisageable, mais qu’elle peut également être acceptée par la population lorsqu’elle est bien expliquée.

Aujourd’hui, il est crucial de sensibiliser les citoyens à l’importance de préserver les ressources du pays et de favoriser des alternatives solidaires. Les oulémas, en tant qu’autorités religieuses, pourraient jouer un rôle clé dans cette mobilisation, en promouvant un discours adapté aux défis contemporains.

Dans un Maroc confronté à une crise climatique et économique sans précédent, la gestion des rituels religieux doit s’adapter pour préserver l’avenir. L’annulation du sacrifice de l’Aïd Al Adha pourrait devenir un exemple de pragmatisme et de résilience collective.

NUMÉRO HORS-SÉRIE

WWW.LODJ.MA/MAGAZINE

MAG

SPÉCIAL STRESS HYDRIQUE

**ZOOM SUR LES MESURES
POUR SURMONTER
LE STRESS HYDRIQUE
CONFÉRENCE DÉBAT
AVEC NIZAR BARAKA**

**LA GUERRE
CONTRE LE STRESS
HYDRIQUE,
QUI GAGNERA ?**



SCAN ME!

**LA VISION
MAROCAINE POUR
UN DÉVELOPPEMENT
DURABLE**

À L'OCCASION DE LA 2E ÉDITION DU WATER FUTURE FORUM 2024

STRESS HYDRIQUE

"UN DÉFI ÉCONOMIQUE & UNE OPPORTUNITÉ D'INNOVATION"

MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK !
VERSION NON-COMMERCIALE



www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%
FREE



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME